

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In hoofdstuk XXII, titel I, boek IV, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden de artikelen 452/27 tot 452/30 opgeheven.

Art. 2. In titel I, boek IV, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk XXIIbis ingevoegd, luidend als volgt :
"HOOFDSTUK XXIIbis. - Beschermde gebieden bedoeld in artikel 84, § 1, 12°.

Art. 452/27. De beschermde gebieden bedoeld in artikel 84, § 1, 12°, zijn :

1° de onroerende goederen opgenomen op de beschermingslijst of ingedeeld als landschap in de zin van artikel 185, tweede lid, c, of die het voorwerp zijn van gelijksoortige maatregelen in het Duitse taalgebied;

2° de beschermingsgebieden rondom een ingedeeld onroerend goed, bedoeld in de artikelen 187, 7°, en 209, of de gelijksoortige gebieden afgebakend in het Duitse taalgebied;

3° de landschappen met het statuut van bosreservaat, biologisch waardevolle vochtige gebieden of ondergrondse holtes van wetenschappelijk belang in de zin van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

4° de natuurlijke groeiplaatsen van gemeenschappelijk belang bedoeld in artikel 1bis van de wet van 12 januari 1973 op het natuurbehoud en voorgesteld in de zin van artikel 25, § 1, van voormelde wet, zolang ze niet het voorwerp zijn van een aanwijzingsbesluit genomen overeenkomstig artikel 26 van dezelfde wet;

5° de hagen en de bomenrijen voorzover ze doorlopende linten van inheemse bomen of struiken vormen, linten of rijen van minimum tien bomen, met maximum 10 meter afstand tussen elke boom. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt

Art. 4. De Minister van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 17 juli 2003

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3670

[2003/200943]

17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en ce qui concerne les amendes transactionnelles

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 155, § 6, modifié par le décret du 18 juillet 2002;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, rendu le 27 février 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, rendu le 17 février 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 17 juillet 2003;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 mai 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le chapitre XIX comprenant les articles 448 et 449 du titre I^{er} du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est remplacé par le texte suivant :

« Chapitre XIX. — Des amendes transactionnelles à payer en application de l'article 155, § 6.

Art. 448. Lorsqu'il y a eu une ou plusieurs infractions légères au regard du bon aménagement des lieux qui ont fait l'objet d'une procédure de permis de régularisation visée à l'article 139, § 6, le montant de l'amende transactionnelle est fixé à 250 euros.

Art. 449. Sans préjudice de l'article 448, le montant de l'amende transactionnelle visée à l'article 155, § 6, est calculé comme suit, sans que ce montant puisse être inférieur à 250 euros, ni supérieur à 25.000 euros :

1° construction, reconstruction ou extension de bâtiments destinés au logement, de dépendances, de volumes annexes ou isolés tels que sous-sol, garages, vérandas, serres, abris de jardin, abris pour animaux : 25 euros par m³, mesuré à l'extérieur;

2° construction, reconstruction ou extension de bâtiments à usage agricole, industriel, commercial, professionnel ou de bureau : 50 euros par m³, mesuré à l'extérieur;

- 3° placement d'installations fixes : 100 euros par m² d'emprise au sol ou 100 euros par mètre courant calculé en hauteur, le montant le plus élevé étant appliqué;
- 4° placement d'enseignes et de dispositifs de publicité : 100 euros par m²;
- 5° démolition : 25 euros par m² d'emprise au sol;
- 6° transformation d'un bâtiment construit ou à construire portant atteinte à ses structures portantes : 250 euros;
- 7° transformation d'un bâtiment construit ou à construire impliquant une modification de sa volumétrie : 25 euros par m³ mesuré à l'extérieur;
- 8° modification de l'aspect de matériaux de toiture ou de parement des élévations : 25 euros par m²;
- 9° ouverture, modification ou obturation de baies en toiture ou en élévation : 250 euros par baie;
- 10° remplacement de portes ou de châssis : 250 euros par porte ou châssis;
- 11° création d'un nouveau logement dans une construction existante : 1000 euros par logement;
- 12° modification de la destination de tout ou partie d'un bien : 25 euros par m³ mesuré à l'extérieur;
- 13° modification sensible du relief du sol, en ce compris la création de retenues d'eau ou le creusement d'excavations : 10 euros par m³;
- 14° boisement, déboisement, en ce compris la sylviculture et la culture de sapins de Noël : 10 euros par m² de surface boisée ou déboisée;
- 15° abattage d'arbres isolés à haute tige dans les zones d'espaces verts et d'arbres existant dans le périmètre d'un permis de lotir : 250 euros par arbre abattu;
- 16° abattage d'arbres ou de haies remarquables : 1.000 euros par arbre ou 25 euros par mètre courant de haie abattu;
- 17° modification de l'aspect d'arbres ou de haies remarquables : 500 euros par arbre ou 10 euros par mètre courant de haie;
- 18° défrichage ou modification de la végétation visée à l'article 84, 12° : 25 euros par m² de surface défrichée ou modifiée;
- 19° dépôt de véhicules usagés : 100 euros par véhicule;
- 20° dépôt de mitrilles, de matériaux, de déchets : 25 euros par m³;
- 21° placement d'installations mobiles, telles que roulottes, caravanes et tentes : 100 euros par installation;
- 22° construction de murs : 100 euros par mètre courant;
- 23° pose de clôtures : 25 euros par mètre courant;
- 24° pose de portiques ou portillons : 250 euros par portique ou portillon;
- 25° réalisation d'ouvrages d'art tels que ponts, tunnels, routes, canalisations : 10 % du coût estimé des travaux;
- 26° défaut d'isolation : 10 euros par mètre carré;
- 27° défaut de ventilation : 1.000 euros;
- 28° réalisation d'actes ou de travaux non visés aux points 1° à 27° : de 250 euros minimum à 2.500 euros maximum.

Art. 449/1. Sans préjudice de l'article 448, pour la région de langue française, le montant des amendes transactionnelles visées à l'article 449 est doublé lorsque les actes et travaux se rapportent à des biens immobiliers inscrits sur la liste de sauvegarde, classés, situés dans une zone de protection visée à l'article 209 ou localisés dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233.

Art. 449/2. Les montants visés à l'article 449 sont indexés au 1^{er} janvier de chaque année sur la base de l'indice des prix à la consommation. L'indexation ne peut conduire au dépassement du montant de 25.000 euros.

Art. 449/3. Les amendes transactionnelles visées aux articles 448 à 449/1 sont payables avant la délivrance du permis de régularisation. »

Art. 2. - L'article 67 du décret du 18 juillet 2002 est applicable aux infractions commises à dater d'un délai d'un an suivant l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions dans lesquelles une personne physique peut être chargée de la délivrance ou du refus des certificats de conformité urbanistique et arrêtant la forme de ces certificats.

Le présent arrêté entre en vigueur un an après l'arrêté Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions dans lesquelles une personne physique peut être chargée de la délivrance ou du refus des certificats de conformité urbanistique et arrêtant la forme de ces certificats précité.

Art. 3. - Le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 3670

[2003/200943]

17. JULI 2003 - Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, was die Vergleichsstrafen betrifft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 155, § 6, abgeändert durch das Dekret vom 18. Juli 2002;

Aufgrund des am 27. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens der «Commission régionale wallonne de l'Aménagement du Territoire» (Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung);

Aufgrund des am 17. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 17. Juli 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. Juli 2003 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 14. Mai 2003 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Kapitel XIX, das Artikel 448 und 449 des Titels I von Buch IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe umfasst, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Kapitel XIX — In Anwendung von Artikel 155, § 6 zu zahlende Vergleichsstrafen

Art. 448 - Wenn ein oder mehrere leichte Verstöße gegen eine sachverständige Raumordnung begangen wurden, für welche ein Verfahren zur Regularisierungsgenehmigung in Anwendung von Artikel 139, § 6 eingeleitet wurde, wird der Betrag der Vergleichsstrafe auf 250 Euro festgelegt.

Art. 449 - Unbeschadet von Artikel 448 wird der Betrag der in Artikel 155, § 6 erwähnte Vergleichsstrafe wie folgt berechnet, ohne dass dieser Betrag unter 250 Euro liegen oder 25.000 Euro überschreiten darf:

1° Bau, Wiederaufbau oder Erweiterung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebäuden, von Nebengebäuden, von Anbauvolumen oder getrennten Nebenvolumen, wie z.B. Kellergeschosse, Garagen, Verandas, Treibhäuser, Gartenlauben, Tierhütten: 25 Euro pro von außen gemessenen m³,

2° Bau, Wiederaufbau oder Erweiterung von landwirtschaftlich, industriell, gewerblich, beruflich oder als Büro genutzten Gebäuden: 50 Euro pro von außen gemessenen m³;

3° Aufstellen ortsfester Einrichtungen: 100 Euro pro m² Grundfläche oder 100 Euro pro in der Höhe berechneten laufenden Meter, wobei der Höchstbetrag angewandt wird;

4° Anbringen von Aushängeschildern und Reklamevorrichtungen: 100 Euro pro m²;

5° Abbruch: 25 Euro pro m² Grundfläche;

6° Umbau eines gebauten oder zu bauenden Gebäudes, die seine Tragstruktur betrifft: 250 Euro;

7° Umbau eines gebauten oder zu bauenden Gebäudes, der eine Änderung der Volumetrie bewirkt: 25 Euro pro von außen gemessenen m³;

8° Änderung des Aussehens der Dachmaterialien oder des Verblendwerkstoffs des aufgehenden Bauwerks: 25 Euro pro m²;

9° Öffnung, Veränderung oder Absperrungen von Ausschnitten in der Dachfläche oder in aufgehenden Mauerwerken: 250 Euro pro Ausschnitt;

10° Ersetzen von Fenster- bzw. Außentürrahmen: 250 Euro pro Tür oder Fensterrahmen;

11° Schaffung einer neuen Wohnung in einem bestehenden Gebäude: 1.000 Euro pro Wohnung;

12° Abänderung der Zweckbestimmung eines gesamten Gutes oder eines Teils davon: 25 Euro pro von außen gemessenen m³;

13° bedeutende Veränderung des Bodenreliefs, einschließlich der Wasserstaubecken oder Ausschachtungen: 10 Euro pro m³;

14° Aufforstung, Abholzung, einschließlich der Forstwirtschaft und des Anbaus von Weihnachtsbäumen: 10 Euro pro m² aufgeforstete oder abgeholzte Fläche;

15° Fällen von alleinstehenden, hochstämmigen Bäumen, welche sich in einem Grüngelände befinden, sowie von Bäumen, die innerhalb eines Grundstücks stehen, für das eine Parzellierungsgenehmigung erteilt worden ist: 250 Euro pro gefällten Baum;

16° Fällen von bemerkenswerten Bäumen oder Hecken: 1.000 Euro pro Baum oder 25 Euro pro laufenden Meter gefällter Hecke;

17° Veränderung des Aussehens von bemerkenswerten Bäumen oder Hecken: 500 Euro pro Baum oder 10 Euro pro laufenden Meter gefällter Hecke;

18° Rodung oder Veränderung der in Artikel 84, 12° erwähnten Vegetation: 25 Euro pro m² gerodeter oder veränderter Fläche;

19° Abstellen von Altfahrzeugen: 100 Euro pro Fahrzeug;

- 20° Abstellen von Schrott, Materialien oder Abfall: 25 Euro pro m³;
- 21° Aufstellung von beweglichen Vorrichtungen, wie Wohnwagen, Campingwagen und Zelten: 100 Euro pro Vorrichtung;
- 22° Bau von Mauern: 100 Euro pro laufenden Meter;
- 23° Anlage von Zäunen: 25 Euro pro laufenden Meter;
- 24° Anlage von Portalrahmen oder Toren: 250 Euro pro Portalrahmen oder Tor;
- 25° Bau von Kunstbauwerken wie Brücken, Tunnels, Straßen, Kanalisationen: 10% der veranschlagten Kosten der Arbeiten;
- 26° Inkorrekte Isolierung: 10 Euro pro m²;
- 27° Inkorrekte Belüftung: 1.000 Euro;
- 28° Ausführung von Handlungen oder Arbeiten, die nicht in Punkten 1° bis 27° erwähnt sind: von mindestens 250 Euro bis höchstens 2.500 Euro.

Art 449/1 - Unbeschadet von Artikel 448 wird der Betrag der in Artikel 449 erwähnten Vergleichsstrafen im französischen Sprachgebiet verdoppelt, wenn die Handlungen und Arbeiten Immobiliengüter betreffen, die in der Schutzliste eingetragen sind, unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehen, in einem in Artikel 209 erwähnten Schutzgebiet oder in einer Stätte, die in dem in Artikel 233 erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten aufgeführt ist, gelegen sind.

Art 449/2 - Die in Artikel 449 erwähnten Beträge werden am 1. Januar eines jeden Jahres auf der Grundlage des Indexes der Verbraucherpreise angepasst. Diese Anpassung darf nicht zu der Überschreitung des Betrags von 25.000 Euro führen.

Art 449/3 - Die in Artikeln 448 bis 449/1 erwähnten Vergleichsstrafen sind vor der Erteilung der Regularisierungsgenehmigung zu zahlen.

Art. 2. - Artikel 67 des Dekrets vom 18. Juli 2002 findet Anwendung auf die Verstöße, die ab einer Frist von einem Jahr nach dem Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen eine natürliche Person mit der Erteilung oder der Ablehnung der städtebaulichen Konformitätsbescheinigungen beauftragt werden kann, und zur Festlegung der Form dieser Bescheinigungen begangen werden.

Der vorliegende Erlass tritt ein Jahr nach dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen eine natürliche Person mit der Erteilung oder der Ablehnung der städtebaulichen Konformitätsbescheinigungen beauftragt werden kann, und zur Festlegung der Form dieser Bescheinigungen in Kraft.

Art. 3. - Der Minister der Raumordnung und des Städtebaus wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 3670

[2003/200943]

17 JULI 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wat betreft de transactiesommen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 155, § 6, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002;

Gelet op het advies van de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire » (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), uitgebracht op 27 februari 2003;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), uitgebracht op 17 februari 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 juli 2003;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 14 mei 2003;

Op de voordracht van De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Hoofdstuk XIX, die de artikelen 448 en 449 van titel I van boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium bevat, wordt vervangen door volgende tekst :

« Hoofdstuk XIX. — Transactiesommen die te betalen zijn overeenkomstig artikel 155, § 6.

Art. 448. Wanneer er één of meerdere lichte overtredingen worden vastgesteld ten opzichte van de zorgvuldige inrichting van de ruimte waarvoor een regularisatievergunningsprocedure zoals bedoeld in artikel 139, § 6, lopende is, wordt het bedrag van de transactiesom vastgelegd op 250 euro.

Art. 449. Onverminderd artikel 448 wordt het bedrag van de transactiesom bedoeld in artikel 155, § 6, als volgt berekend zonder dat dat bedrag noch lager dan 250 euro noch hoger dan 25.000 euro mag zijn :

1° het bouwen, herbouwen of uitbreiden van gebouwen bestemd voor bewoning, aanhorigheden, bijgebouwen of alleenstaande gebouwen zoals kelderverdiepingen, garages, veranda's, serres, tuinhuizen, nissen : 25 euro per m³, buitenmaats gemeten;

2° het bouwen, herbouwen of uitbreiden van gebouwen voor landbouw-, industriële, handels-, beroeps- of kantoordoeleinden : 50 euro per m³, buitenmaats gemeten;

3° het plaatsen van vaste installaties : 100 euro per m² grondinneming of 100 euro per strekkende meter in de hoogte berekend, met aanrekening van het hoogste bedrag;

4° het plaatsen van reclameborden of -zuilen : 100 euro per m²;

5° afbraak : 25 euro per m² grondinneming;

6° het verbouwen van een reeds gebouwd of nog te bouwen gebouw waarbij de draagstructuren worden aangetast : 250 euro;

7° het verbouwen van een reeds gebouwd of nog te bouwen gebouw waarbij diens volumetrie gewijzigd wordt : 25 euro per m³, buitenmaats gemeten;

8° wijziging van het aspect van de materialen van het gebintewerk en het vlak van de opgaande muren : 25 euro per m²;

9° het aanbrengen, wijzigen of dichten van dak- of muuropeningen : 250 euro per opening;

10° het vervangen van deuren of ramen : 250 euro per deur of raam;

11° het inrichten van een nieuwe woning in een bestaand gebouw : 1.000 euro per woning;

12° de wijziging in de bestemming van het geheel of een deel van een goed : 25 euro per m³, buitenmaats gemeten;

13° een ingrijpende wijziging in het bodemreliëf, daarbij inbegrepen het uitgraven van een stuwmeer of putten : 10 euro per m³;

14° het bebossen, ontbossen met inbegrip van bosbouw en kerstbomenteelt : 10 euro per m² bebost of ontbost oppervlakte;

15° het omhakken van alleenstaande hoogstammige bomen in groengebieden en van bomen die in de omtrek van een verkavelingsvergunning staan : 250 euro per omgehakte boom;

16° het omhakken van waardevolle bomen en hagen : 1.000 euro per boom of 25 euro per strekkende meter haag;

17° wijziging in het uitzicht van waardevolle bomen of hagen : 500 euro per boom of 10 euro per strekkende meter haag;

18° het rooien of het aanbrengen van wijzigingen in de beplanting zoals bedoeld in artikel 84, 12° : 25 euro per m² gerooid of gewijzigd oppervlakte;

19° het opslaan van afgedankte wagens : 100 euro per wagen;

20° het opstapelen van schroot, materialen, afvalstoffen : 25 euro per m³;

21° het plaatsen van mobiele installaties zoals woonwagens, caravans of tenten : 100 euro per installatie;

22° het optrekken van muren : 100 euro per strekkende meter;

23° het plaatsen van afsluitingen : 25 euro per strekkende meter;

24° het aanbrengen van portalen of hulpdeuren : 250 euro per portaal of hulpdeur;

25° het verwezenlijken van kunstwerken zoals bruggen, tunnels, wegen, leidingen : 10 % van de geschatte kostprijs van de werken;

26° het ontbreken van isolatie : 10 euro per m²;

27° het ontbreken van ventilatie : 1.000 euro;

28° het verwezenlijken van handelingen of werken die niet bedoeld zijn onder de punten 1° tot en met 27° : van minimum 250 euro tot maximum 2.500 euro.

Art. 449/1. Onverminderd artikel 448 wordt het bedrag van de transactiesommen bedoeld in artikel 449 voor het Franse taalgebied verdubbeld wanneer de handelingen en werken betrekking hebben op onroerende goederen die opgenomen zijn op de beschermingslijst, beschermd zijn, in een beschermingsgebied zoals bedoeld in artikel 209 gelegen zijn of zich in een site bevinden die opgenomen is in de inventaris van de archeologische sites bedoeld in artikel 233.

Art. 449/2. De bedragen bedoeld in artikel 449 worden op 1 januari van elk jaar geïndexeerd op grond van de index der consumptieprijzen. De indexering kan er evenwel niet toe leiden dat het bedrag van 25.000 euro overschreden wordt.

Art. 449/3. De transactiesommen bedoeld in de artikelen 448 tot en met 449/1 dienen te worden betaald vóór afgifte van de regularisatievergunning. »

Art. 2. - Artikel 67 van het decreet van 18 juli is van toepassing op de overtredingen die zijn begaan te rekenen vanaf een termijn van één jaar volgend op de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de voorwaarden waarin een natuurlijke persoon belast kan worden met de afgifte of de weigering van stedenbouwkundige conformiteitsattesten en tot vaststelling van de vormen van die certificaten.

Dit besluit treedt in werking één jaar na voornoemd besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de voorwaarden waarin een natuurlijke persoon belast kan worden met de afgifte of de weigering van stedenbouwkundige conformiteitsattesten en tot vaststelling van de vormen van die certificaten.

Art. 3. - De Minister van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET